

LE PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

*Un aperçu pour les
parlementaires de
l'Amérique et des
Caraïbes*



Legislative
Openness
Working
Group



Cette publication est une adaptation de la [brochure du Partenariat pour un gouvernement ouvert](#), qui a été modifiée par ParlAmericas et l'Institut national démocratique pour les parlementaires des Amériques et des Caraïbes.

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien généreux du gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Publiée en novembre 2017.

Canada 

Qu'est-ce que le Partenariat pour un gouvernement ouvert?



Créé en 2011

75 pays participants

Plus de 2,500 engagements

Le partenariat pour un gouvernement ouvert est une initiative multilatérale qui vise à garantir des engagements concrets des gouvernements afin de promouvoir la transparence, d'habiliter les citoyennes et citoyens, de lutter contre la corruption et d'exploiter les nouvelles technologies pour renforcer la gouvernance.

Développé en coopération avec la société civile, le Plan d'Action National (PAN) est au cœur de l'engagement de chaque pays. Ces plans d'action traduisent de manière concrète la volonté politique annoncée lors de l'adhésion du pays au PGO. Chaque PAN comprend des engagements spécifiques pour mieux rendre des comptes, promouvoir la transparence, et la participation citoyenne. La réalisation de ces engagements fait ensuite l'objet d'une évaluation indépendante. Le PGO encourage les réformateurs à mettre l'innovation au service des politiques publiques et à utiliser les nouvelles technologies pour transformer la culture du gouvernement et mieux servir les citoyennes et citoyens.

Le PGO est unique au monde. Fondé sur le volontariat des membres et privilégiant la coopération, le PGO fait confiance à la force des idées. Il n'impose pas de normes d'ouverture à suivre, ne précise pas de secteurs à cibler. Son approche respectueuse des spécificités locales vise à rapprocher les administrations de leurs citoyens afin qu'ils définissent ensemble leur ordre de priorité des réformes. Administrations, gouvernements et citoyens sont encouragés à initier des transformations audacieuses en réponse aux défis politiques les plus urgents, dans un contexte de co-construction et de renforcement mutuel.

Dans le cadre d'une collaboration multipartite, l'OGP est supervisé par un [comité directeur](#) composé de représentantes et représentants de gouvernements et d'organisations de la société civile, et géré par un [secrétariat](#).

Comment un gouvernement ouvert peut-il faciliter le travail du parlement?

- L'accès aux informations gouvernementales sous format ouvert peut faciliter l'analyse des parlementaires, du personnel parlementaire et des tiers (universitaires, think tanks, groupes de recherche industriels, etc.) et aider les parlementaires à superviser la politique et les dépenses du gouvernement
- L'accès à des données gouvernementales utiles permet de prendre des décisions fondées sur des preuves et d'améliorer la législation
- La divulgation proactive de données gouvernementales utiles peut réduire la quantité de consultations reçues par les parlementaires, en répondant de manière volontaire aux questions fréquentes
- La confiance citoyenne envers nos institutions gouvernementales ne peut être gagnée que par des efforts de toutes les branches du gouvernement (exécutive, législative et judiciaire) car souvent, la population ne les différencie pas ; augmenter la confiance citoyenne envers la structure exécutive peut également bénéficier au parlement

Qu'est-ce qu'un gouvernement ouvert?

Un gouvernement durablement plus transparent, plus responsable et plus sensible à ses propres citoyennes et citoyens, et dont le but ultime est d'améliorer la qualité de la gouvernance et des services reçus par la population. Aller vers un gouvernement ouvert requiert un changement de normes et de culture pour assurer un dialogue et une collaboration véritables entre le gouvernement et la société civile.

Comment les gouvernements peuvent-ils rejoindre le PGO?

Pour faire partie du PGO, les gouvernements doivent :

1. Remplir les critères d'éligibilité au PGO dans quatre domaines principaux, mesurés par des indicateurs objectifs et validés par des experts indépendants. Les pays obtenant 75 % des points applicables ou plus sont éligibles.
2. Envoyer une lettre d'intention aux [coprésidents du Comité directeur](#), et s'engager à appliquer les principes de la [Déclaration commune pour un gouvernement ouvert](#)
3. Désigner un ministère en charge et commencer à développer un Plan d'Action National
4. S'engager à participer au [Mécanisme d'évaluation indépendant \(MEI\)](#) du PGO

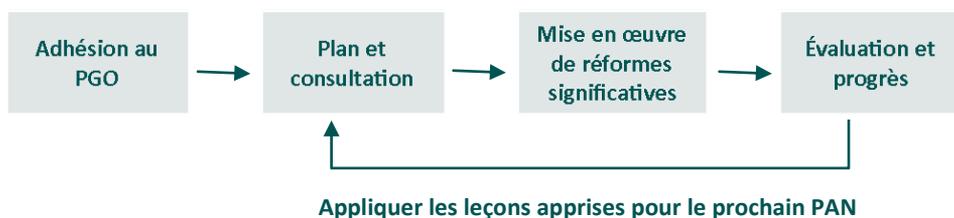
Domaines principaux des critères d'éligibilité au PGO:

- **Transparence budgétaire:** La publication opportune de documents budgétaires essentiels est la base de la responsabilité budgétaire et d'un système budgétaire ouvert.
- **Déclaration de patrimoine des agents de la fonction publique:** Des règles imposant la divulgation publique des revenus et des biens des responsables publics élus sont essentielles dans un gouvernement responsable anti-corruption et ouvert. Il est également important de rendre les données accessibles pur la population.
- **Accès à l'information:** Un accès à la loi sur l'information garantissant le droit à l'information de la population et l'accès aux données gouvernementales est essentiel dans l'esprit et la pratique du gouvernement ouvert.
- **Engagement citizen:** Le gouvernement ouvert requiert une ouverture à la participation citoyenne et un engagement dans l'élaboration des politiques et dans la gouvernance, incluant la protection fondamentale les libertés civiles.

Quel est le processus d'élaboration d'un Plan d'action national?

Pour adhérer au PGO, les gouvernements doivent co-crédier avec la société civile un Plan d'Action National (PAN). Chaque PAN doit comprendre des engagements précis et ambitieux visant à garantir la responsabilité envers les citoyens, à renforcer la transparence, et la participation citoyenne à l'action publique. Ces engagements doivent répondre à de réelles problématiques et apporter des changements positifs dans la vie des citoyens.

Le PGO encourage les pays à développer un mécanisme de dialogue permanent entre le gouvernement et la société civile afin d'engager une coopération active tout au long du cycle national du PGO : d'abord en co-crédiant le plan d'action, puis en soutenant sa mise en œuvre, et enfin en l'évaluant.



- 1. Adhésion au PGO:** Envoyer une lettre d'intention une fois que les critères d'adhésion sont remplis
- 2. Plan et consultation:** Plusieurs rondes de consultations ouvertes auxquelles tous les parties intéressées sont invitées; définir le processus de d'identification de priorités avec la société civile et des départements gouvernementaux
- 3. Mise en œuvre de réformes:** Continuer une collaboration active entre le gouvernement et la société civile afin de surveiller et appuyer la mise en œuvre
- 4. Évaluation et progrès:** Considérer les recommandations du Mécanisme indépendant d'évaluation afin d'améliorer le prochain plan d'action

Modèles de réussite en Amérique

Portail pour la transparence de l'ouverture budgétaire du Brésil

Le gouvernement fédéral du Brésil a élaboré un outil visant à augmenter la transparence budgétaire par l'ouverture des données budgétaires gouvernementales. Grâce à l'amélioration de la qualité et de la quantité des données disponibles au cours des dix dernières années, le [Portail pour la transparence](#) (lien disponible en portugais) est désormais l'un des principaux outils anti-corruption du pays, comptant en moyenne 900 000 visiteurs uniques par mois. Les gouvernements locaux du Brésil et trois autres pays d'Amérique latine ont créé des initiatives similaires pour la transparence financière suite au Portail pour la transparence brésilien.

T3010 Déclaration de renseignements des organismes de bienfaisance enregistrés au Canada

En 2013, la Direction des organismes de bienfaisance de l'Agence du revenu du Canada (ARC) a ouvert toutes les [T3010 Déclarations de renseignements des organismes de bienfaisance](#) enregistrés depuis 2000 à travers le portail de données du gouvernement sous licence de données ouvertes commerciale. Cet ensemble de données a été utilisé pour explorer l'état du secteur à but non lucratif, pour améliorer les plaidoyers en créant un accord entre les parlementaires et les organismes de bienfaisance, et pour produire des documents de renseignement pour les donateurs, les collecteurs de fonds et les subventionneurs.

Loi sur le lobbying au Chili : Démocratiser l'accès aux autorités publiques

Une campagne de 10 ans pour réglementer le trafic d'influence a été propulsée par un engagement explicite inclus dans le premier plan d'action chilien pour introduire une loi réglementant le lobbying, engagement respecté depuis lors. Cette [loi sur le lobbying](#) (lien disponible en espagnol) a été élaborée pour traiter deux questions cruciales : d'abord, réduire le trafic d'influence en créant un système de transparence globale des programmes, voyages et dons des autorités et des responsables élus; ensuite, fournir des mécanismes et opportunités pour améliorer l'accès public aux autorités. La loi et la plateforme [InfoLobby](#) (lien disponible en espagnol) ont jeté une lumière nouvelle sur les relations entre les responsables et les groupes d'influence et commencent à démocratiser l'accès aux autorités.

Modèles de réussite en Amérique

Autonomiser les peuples indigènes du Costa Rica

Leur exclusion des processus de prise de décisions ont fait des peuples indigènes certains des plus sous-représentés et défavorisés du pays; par exemple, ils n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1991. Le Réseau indigène Bribri-Cabecar (RIBCA, en espagnol) est une organisation composée de communautés indigènes de la côte atlantique du Costa Rica, représentant environ un tiers des territoires indigènes du pays et visant à autonomiser et à renforcer leur participation dans les processus de prise de décisions les concernant. Le PGO leur a permis d'accélérer la co-crédation d'un mécanisme de consultation standard pour les peuples indigènes avec des ressources et une entité neutre l'appliquant de manière équitable, un processus qui était interrompu depuis 23 ans. Aujourd'hui, plus de 20 institutions publiques collaborent avec le RIBCA, et les résultats se sont multipliés pour améliorer la prestation de services publics.

Projet « Améliore ton école » au Mexique

Pendant des années, l'éducation au Mexique était généralement en-dessous des normes de pays comparables, alors qu'il avait un plus grand budget pour l'éducation, comparé aux autres membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour traiter cette problématique, [Améliore ton école](#) (lien disponible en espagnol), une initiative publique, indépendante et à but non lucratif, a été adoptée par l'Institut mexicain pour la compétitivité, avec le soutien du Omidyar Network, fondée sur la croyance que l'éducation deviendrait meilleure uniquement avec l'engagement actif de tous les membres de la communauté éducative, y compris des parents. Une plateforme en ligne a été créée pour les parents, leur permettant de connaître, comparer, évaluer et améliorer leur école. Un second élément visait à faire en sorte que les politiques publiques insistent sur les problèmes de transparence et de corruption. Cela a permis aux parents de disposer d'informations inaccessibles auparavant, a amélioré la responsabilité et a révélé de nombreux cas de corruption au sein du système éducatif, menant à des changements de politiques pour les empêcher.

Échanges entre pairs et groupes de travail

Le PGO a établi six groupes de travail thématiques contribuant à l'échange entre pairs et à l'apprentissage au sein du partenariat. Cette structure de groupes de travail fait actuellement l'objet d'un examen du PGO.

- [LEGISLATIVE OPENNESS WORKING GROUP](#) led by the National Democratic Institute and the Congress of Chile
- [OPEN DATA WORKING GROUP](#) led by World Wide Web Foundation and the Government of Canada
- [ACCESS TO INFORMATION WORKING GROUP](#) led by Carter Center and Mexico's Federal Institute for Access to Public Information and Data Protection
- [FISCAL OPENNESS WORKING GROUP](#) led by the Global Initiative for Fiscal Transparency, the Federal Secretary of Budget and Planning of the Government of Brazil, and the International Budget Partnership
- [OPENNESS IN NATURAL RESOURCES WORKING GROUP](#) led by Natural Resources Governance Institute, the World Resources Institute, and the governments of Indonesia and Mexico
- [ANTI-CORRUPTION WORKING GROUP](#) led by Transparency International, Open Society Foundations and the governments of UK, Georgia, and Brazil
- [OPEN CLIMATE WORKING GROUP](#) led by the World Resources Institute and the Government of France



ParIAmericas contribue aux efforts du Groupe de travail sur l'ouverture en matière législative en Amérique et dans les Caraïbes à travers son [Réseau pour un parlement ouvert](#). Ce réseau organise des ateliers, facilite des échanges entre pairs et produit des outils pour les législatrices et législateurs, dont cette [Feuille de route pour la transparence parlementaire](#).

Le rôle des parlements au sein du PGO

Les parlements jouent un rôle essentiel pour atteindre les objectifs du PGO et pour assurer la durabilité de cette initiative à travers les cycles électoraux et les changements des gouvernements. Les parlementaires doivent avoir conscience de l'agenda pour un gouvernement ouvert, du rôle du PGO et des bienfaits de ces initiatives pour le travail de la législature et pour la population; et bâtir un soutien au-delà des lignes des partis pour continuer à prioriser et à superviser son travail. Les parlementaires peuvent directement contribuer à ces efforts de différentes manières :

Promulguer des lois sur l'ouverture

On estime qu'environ 15 % des engagements du PGO requièrent une action législative. Souvent, cela implique de promulguer des lois modifiant la gouvernance du pays ou l'intégrité des cadres réglementaires, comme des lois sur la liberté d'information, des réglementations sur le lobbying et la finance politique, et des lois sur les données ouvertes. En proposant de telles lois, le PGO peut également apporter des occasions propices au dialogue entre les branches exécutives et législatives. Par exemple, le Congrès chilien a entamé des réunions avec la branche exécutive afin d'élaborer des stratégies pour inclure les priorités législatives dans le plan d'action national.

Superviser le gouvernement

D'après l'Unité de soutien du PGO, plusieurs parlements ont reçu des témoignages de chercheurs du Mécanisme d'examen indépendant (MEI) du PGO, dont le Canada, la République dominicaine et le Guatemala. Les rapports du MEI ont pour objectif d'être des examens objectifs et indépendants de l'efficacité des gouvernements dans la mise en œuvre des engagements du PGO. Ces examens objectifs et externes peuvent être d'une utilité considérable aux législatures car ils supervisent et cherchent à garantir que les engagements des PAN soient bel et bien mis en œuvre.

Présenter des engagements aux PAN

Certains parlements ont participé au PGO en présentant des engagements dans le cadre du PAN. Inclure des engagements législatifs dans le PAN aide à s'assurer qu'ils soient cohérents avec les valeurs du PGO, élaborés en collaboration avec la société civile et qu'ils fassent l'objet du processus du MEI.

Créer des plans d'action pour un parlement ouvert

Un certain nombre de parlements ont choisi d'élaborer leur propre plan d'action sur l'ouverture législative en consultation avec la société civile locale, suivant souvent un processus très similaire à celui du plan d'action national. Les législatures du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala et du Paraguay ont adopté cette approche. Ces plans peuvent désormais être intégrés comme des chapitres du Plan d'action national et faire l'objet d'un processus du MEI.

Promouvoir la participation au PGO

Les parlements peuvent encourager un pays à rejoindre le PGO en faisant de la sensibilisation et en appuyant son adhésion. De plus, lorsqu'un pays ne remplit pas les critères d'éligibilité au PGO, le parlement peut jouer un rôle important pour proposer les réformes nécessaires.

Communiquer les engagements du PGO à la population

Dû à leur fonction de représentation, les parlementaires sont dans une position unique pour sensibiliser la population aux engagements pour un gouvernement ouvert entrepris par leur gouvernement respectif. En communiquant ces informations, ils peuvent contribuer à créer une dynamique pour ces réformes au sein de la population, l'encourager à participer à ces processus et lui permettre de rendre son gouvernement responsable de ces engagements.

Ressources additionnelles



[Brochure sur le Partenariat pour un gouvernement ouvert](#)

Pour de plus amples renseignements sur le PGO, sa structure, ses processus et comment les gouvernements nationaux et infranationaux peuvent y participer.

Les parlements comme partenaires aux réformes pour un gouvernement ouvert

Pour des exemples où le PGO a établi un partenariat fructueux avec des parlements et comment ces partenariats pourraient être développés pour la mise en œuvre de réformes plus ambitieuses pour un gouvernement ouvert. (disponible en anglais)



Parliaments as Partners
for Open Government Reform



[Un kit d'outils pour avancer l'ouverture législative](#)

Pour enrichir les efforts des parlements et de la société civile qui s'engagent à un processus collaboratif pour développer et mettre en œuvre des pratiques d'ouverture. (disponible en anglais)

Collaboration entre les parlementaires et la société civile à niveau régional

Le Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas favorise la collaboration entre les parlementaires et la société civile à travers le dialogue aux réunions régionales et aux sessions de co-création pour développer des ressources parlementaires. Afin de renforcer cette relation, ParlAmericas a signé un protocole d'entente avec le Réseau latino-américain pour la transparence législative à sa 2e rencontre en mars 2017 au Costa Rica.

Statut des pays en Amérique et dans les Caraïbes au sein du PGO



Antigua-et-Barbuda

Ne participe pas



Argentine

Participe depuis 2012
2 plans d'action



Les Bahamas

Ne participe pas



Barbade

Ne participe pas



Belize

Ne participe pas



Bolivie

Ne participe pas



Brésil

Participe depuis 2011
3 plans d'action



Canada

Participe depuis 2011
3 plans d'action



Chili

Participe depuis 2011
3 plans d'action



Colombie

Participe depuis 2011
3 plans d'action



Costa Rica

Participe depuis 2011
3 plans d'action



Cuba

Ne participe pas



Dominique

Ne participe pas



République dominicaine

Participe depuis 2011
3 plans d'action



Équateur

Ne participe pas



El Salvador

Participe depuis 2011
3 plans d'action



Grenade
Ne participe pas



Guatemala
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Guyane
Éligible mais ne
participe pas



Haïti
Ne participe pas



Honduras
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Jamaïque
Présenté une lettre
d'intention en 2016



Mexique
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Nicaragua
Ne participe pas



Panama
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Paraguay
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Pérou
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Saint-Kitts-et-Nevis
Ne participe pas



Sainte Lucia
Ne participe pas



Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Ne participe pas



Suriname
Ne participe pas



Trinité-et-Tobago
Participe depuis 2013
1 plan d'action



États-Unis
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Uruguay
Participe depuis 2011
3 plans d'action



Venezuela
Ne participe pas



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de 35 **ASSEMBLÉES LEGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, Centre et Sud, et Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**



Secrétariat International de ParlAmericas
710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada
Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Fax: +1 (613) 594-4766
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

